



SEANCE DU BUREAU DU 16 JANVIER 2020
DECISION N° 2020-005- DB

Date d'affichage : 17 janvier 2020		Le seize janvier deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le neuf janvier deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	14	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	8	Présents : (14)
dont pouvoir(s) :	2	Jean-Michel MARCHAND, Michel PATTEE, Lionel FLEUTRY, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Sylvie BEILLARD, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Patrice VERITE, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON.
Absent(s) :	1	
Nombre de votants :	16	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (8)
Mme Sylvie BEILLARD.		Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Sophie TUBIANA, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (2)
		Jérôme HARRAULT à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Jean-Michel MARCHAND
		Absent(s) : (1)
		Christian RUAULT

MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROJET TOURISTIQUE D'ITINÉRAIRE CYCLABLE DE "LA LOIRE À VÉLO TROGLO" - PROCÉDURE AVEC NÉGOCIATION

La Loire à Vélo attire chaque année près d'un million de cyclistes et génère des retombées économiques importantes (30 M€ par an environ). Cependant, avec l'essor du tourisme à vélo, La Loire à Vélo doit faire face à la concurrence d'autres itinéraires cyclables (la Véloscénie, la ViaRhôna, ...).

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a ainsi engagé un projet d'aménagement d'un parcours cyclable en milieu troglodytique, parcours qui offrira une expérience inédite aux cyclistes, entre cheminements de mi-côteau et espaces entièrement souterrains.

Cet itinéraire d'environ 9,6 km entre Montsoreau et Saumur, appelé « La Loire à Vélo Troglo », traversera les communes de Montsoreau, Turquant, Parnay, Souzay-Champigny et Saumur (Dampierre-sur-Loire).

Ce nouvel aménagement a pour objectif d'être un véritable produit touristique complet, unique et différenciant qui vise à augmenter la fréquentation et la durée des séjours sur le territoire Saumurois.

Au vu des études complémentaires qui ont été effectuées et du programme qui a été validé, la mise en œuvre de cet itinéraire nécessite de recourir à une équipe de maîtrise d'œuvre avec une compétence et une expérience affirmées.

La mise en œuvre de ce projet comprendra la réalisation de travaux et prestations de natures diverses :

- Travaux de sécurisation des cavités et du coteau ;
- Mise en place d'équipements/services le long de l'itinéraire (par exemple, des aires de repos avec le mobilier adapté) ;
- Jalonnement ;
- Travaux d'infrastructure pour la création de cheminements cyclables et d'une passerelle ;
- Scénographie.

Compte tenu de la spécificité et de la complexité de cette opération de conception, il a été décidé de recourir à la procédure avec négociation en application des articles L2124-3 et R2124-3 du code de la commande publique.

À l'issue de la phase d'analyse des candidatures, trois candidats seront sélectionnés pour remettre une offre ainsi que des études préliminaires et participeront à la négociation.

Dans la mesure où il s'agit d'un marché de maîtrise d'œuvre avec remise de prestation (études préliminaires), les candidats devront être indemnisés conformément à l'article R2172-5 du code de la commande publique.

Le mode de calcul de la prime n'est pas prévu par le texte pour cette procédure.

Toutefois, par référence à celui utilisé dans les concours, le montant de la prime a été estimé à 18 000 € HT par candidat.

Pour l'attributaire du marché, elle viendra en déduction de sa rémunération.

Conformément à l'article L1414-2 du Code Général des Collectivités Locales, il appartiendra à la commission d'appel d'offres d'attribuer le marché.

Vu le Code de la Commande Publique fixant notamment les dispositions applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre et à la procédure avec négociation;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant;

Vu la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau et au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017-154 DC du 22 juin 2017, 2018/073 DC du 19 avril 2018, 2018/085 DC du 31 mai 2018, 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et 2018/151 DC du 15 novembre 2018;

Il est proposé au Bureau communautaire :

- D'ARRETER à 18.000 € HT le montant de la prime à verser à chacun des candidats ayant remis des prestations conformes au règlement de la consultation organisée pour le recrutement de l'équipe de maîtrise d'oeuvre portant sur le projet touristique d'itinéraire cyclable « La Loire à vélo Troglo »

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 16 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	1 Commande publique	1.6 Maîtrise d'oeuvre – 1.6.1 Délibération
-------------------	---------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »